

Unité départementale du Loiret
3, rue du Carbone
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 03/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



VWR INTERNATIONAL

Chemin de la Croix St Marc
ZI de Vaugereau
45250 BRIARE

Références : OP n° 269 / 2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2022 dans l'établissement VWR INTERNATIONAL implanté Chemin de la Croix St Marc ZI de Vaugereau 45250 BRIARE. L'inspection a été annoncée le 03/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VWR INTERNATIONAL
- Chemin de la Croix St Marc ZI de Vaugereau 45250 BRIARE
- Code AIOT dans GUN : 0010001462
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

Les activités exercées par la société VWR dans son établissement de Briare sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 juin 2016.

L'établissement VWR est soumis à autorisation et est classé Seveso Seuil Haut par dépassement direct d'un seuil au titre de 3 rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Compte tenu de son classement Seveso Seuil Haut, l'établissement a fait l'objet d'une procédure d'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) approuvé le 8 novembre 2012 par arrêté préfectoral et d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI) approuvé le 10 novembre 2017.

L'établissement VWR est soumis à l'obligation de constituer des garanties financières « Seveso ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données à la visite du 3 mars 2022 ;
- mise en conformité de la mezzanine ;
- état des stocks ;
- surveillance des eaux souterraines;
- système de gestion de la sécurité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- **Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
Détection Incendie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.5.3.2	Mise en demeure respect de prescription
Cuvette de rétention	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.6.1	Mise en demeure respect de prescription
Mezzanine	Point 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié	Mise en demeure respect de prescription
Gestion des incompatibilités chimiques	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.6.5	Mise en demeure respect de prescription
Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 de l'annexe I	Mise en demeure respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

- **Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 3.3.3.3
Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 4.3.8
Système d'extinction automatique	Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 22
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.3.4
Procédure dépotage	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, thème 3, annexe I
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/05/2016, article 1.5.5
Déclarations GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Politique de prévention des accidents majeurs	Code de l'environnement du 06/04/2022, article L. 515-33
Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 1 de l'annexe I
Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'annexe I
Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 4.3.11

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un plan d'actions a été défini par l'exploitant pour répondre aux constats formulés par l'inspection.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Détection Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.5.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : Un système de détection automatique d'incendie conforme à la règle R7 de l'APCAD équipe l'ensemble du site. Il est constitué de détecteurs automatiques dont les technologies de détection sont choisies en fonction de la nature du risque du feu et de l'activité du local où ils sont implantés. Le dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique dans les cellules de stockage de liquides inflammables, sauf dans les cellules équipées d'un système d'extinction automatique spécifique à un stockage sur rack.[...]
Constats : Point 1_Détection Incendie. Absence de détection incendie dans la zone d'entreposage des iso-conteneurs (zone 9) - (C1)
Observations : L'intervention pour la pose d'une détection incendie au droit de la zone dite "iso-conteneurs" était planifiée à compter du 7 mars 2022 pour une durée d'intervention prévue de deux semaines. Cette intervention était couplée: - au déploiement de 9 nouvelles sirènes et le déplacement de 4 sirènes existantes de manière à ce que les alarmes soient audibles de tout point ; - au déplacement de quelques détecteurs occasionnant des déclenchements intempestifs (cuisine du restaurant administratif, etc...).
Réponse VWR International du 5 avril 2022 : INEO et SIEMENS devaient installer les détecteurs de flammes avec des fils aériens en zone iso. Nous avons refusé et les branchements se feront avec des fils enterrés. Début des travaux semaine 16 et mise en service des détecteurs mi-juin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 3.3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Si le flux horaire maximal des composés organiques halogénés de mentions de danger H341 ou H351 (ou étiquetés en R 40 et R 68) est supérieur ou égal à 100 g/h, la valeur limite d'émission est de 20 mg/m ³ . Cette valeur se rapporte à la somme massique des différents composés.
Constats : Point 2_Rejets atmosphériques. Non-respect du flux horaire rejeté lors des opérations de dépotage de Dichlorométhane (C2)
Observations : Selon l'exploitant, une demande d'actualisation des devis, pour complément du traitement des émissions (ajout de filtres à charbon), a été transmise à la société JACOBI. A réception, les commandes seraient passées. Actuellement, les rejets restent donc non-conformes (2,49 kg/h).
Réponse VWR International du 5 avril 2022 : 2 devis reçus et étude en cours pour choix du fournisseur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les eaux usées industrielles sont constituées des eaux du nettoyage des machines et des ateliers de conditionnement (PROCHIM), et des eaux de lavage du laboratoire. Elles sont collectées et centralisées dans un réseau étanche d'eaux usées industrielles et acheminées vers une station interne de neutralisation avant rejet au réseau communal de BRIARE. Les eaux de nettoyage susceptibles de contenir des métaux lourds ou des substances toxiques sont exclues. Elles doivent être collectées et traitées séparément par une société spécialisée. La gestion des effluents industriels de toute nature s'exécute au plus près des sources de pollution afin de permettre leur évacuation vers une filière de traitement appropriée. La station de neutralisation du site traite environ 3000 m ³ /an et est exploitée conformément aux dispositions de l'article 4.3.3. du présent arrêté. Elle est constituée de 2 fosses de collecte en ciment (2 x 12 m ³) et d'une fosse de neutralisation de 25 m ³ . La vidange de cette fosse et le rejet vers le réseau d'eaux communales s'effectue après contrôles à l'aide d'une pompe à commande manuelle par clé. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'eaux communales les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies, reprises dans la convention de rejets signée avec la commune de BRIARE.
Constats : Point 3_Rejet aqueux. Non respect des valeurs limites de rejet des effluents issus de la station de détoxification (pH, et flux pour le Cd). (C3)
Observations : Selon l'exploitant, la société DESAUTEC est convoquée en semaine 10 (année 2022) pour faire un point sur l'efficacité des filtres mis en place (problème récurrent pour le paramètre pH, problème de filtration) pour permettre de respecter les valeurs limites de rejet. Réponse VWR International du 5 avril 2022 : A la suite de la visite de DESOTEC, commande de remplacement des filtres et DESOTEC préconise de changer l'ordre de nos filtres Sable + Metex-Metex et finir sur CAG (Charbon Actif Granulaire). Commande signée le 8 avril 2022 et installation prévue semaine 16.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Système d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Extinction automatique
Prescription contrôlée : [...]. L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.
Constats : Point 4_Consigne en cas d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique. L'exploitant n'a pas établi la consigne définissant les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie (C4)
Observations : Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. Cette consigne doit être intégrée au POI. Selon l'exploitant, le formalisme reste à réaliser. Réponse VWR International du 5 avril 2022 : La consigne sera établie et mise en place semaine 19.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cuvette de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : Une consigne écrite précise les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Point 5_Contrôle d'étanchéité des rétentions. Absence de contrôle d'étanchéité des rétentions susceptibles de contenir des produits, substances, mélanges pouvant avoir un impact sur les eaux souterraines (C5)
Observations : Suite aux départs d'un des deux responsables HSE et du responsable maintenance et travaux neufs, cette problématique n'a pas encore été traitée. Réponse VWR International du 5 avril 2022 : La réalisation des tests de rétention sera prise en charge par le nouveau responsable maintenance. La prise en charge se fera à compter de la mi-juin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel est conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. [...].
Constats : Point 6_Installations électriques. L'exploitant n'a pas fait procéder à la vérification initiale des installations électriques suite à la modification des installations (C6)
Observations : Pour mémoire, transmission du compte rendu Q18 relatif au contrôle des installations électriques, réalisé au droit de l'entité: - PROCHIM. Le compte rendu délivré par l'APAVE à l'issue du contrôle réalisé du 2 au 7 mars 2020 statut à l'absence de risque d'incendie et d'explosion. Le rapport de contrôle des installations électrique mentionne l'ajout d'un groupe électrogène et la construction d'un nouveau bâtiment sans vérification initiale des installations ; - PRODIS. Le compte rendu délivré par l'APAVE à l'issue du contrôle réalisé du 2 au 7 mars 2020 statut à l'absence de risque d'incendie et d'explosion. Le rapport de contrôle des installations électrique mentionne la modification d'installations sans vérification initiale. Selon l'exploitant, la commande a été passée auprès de la société INEO le 5 mai 2021 et le prestataire a été relancé plusieurs fois. Réponse VWR International du 5 avril 2022 : INEO a envoyé le dossier et nous attendons une date d'intervention de l'APAVE
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Procédure dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Thème 3, annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Dépotage
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. [...].
Constats : Point 7_Consigne de dépotage. L'exploitant n'a pas mis en oeuvre la procédure encadrant les activités de dépotage d'inflammables en période d'orage (arrêt de l'activité, à partir de quel moment, etc..) (C7)
Observations : L'exploitant a étudié la possibilité : - d'équiper le site de détecteurs d'orage ; - de s'abonner au service "météorage". Ce service va être mis en service sur le site afin de recevoir une alerte au poste de garde, aux chefs de production, à la maintenance, au directeur de l'établissement et au service HSE. La consigne reste à formaliser (seuil de déclenchement, etc...). Réponse VWR International du 5 avril 2022 : Commande passée. La consigne est en cours de validation qualité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2016, article 1.5.5
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">• tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;• sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.
Constats : Point 8_Garanties financières L'exploitant n'a pas transmis le calcul actualisé du montant des garanties financières (C8)
Observations : Le calcul du montant actualisé devait être transmis avant le 14 juillet 2021. Par ailleurs, pour mémoire, les garanties financières doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance (échéance en octobre 2022). Réponse VWR International du 5 avril 2022 : réunion organisée semaine 15 pour la réactualisation du calcul et le renouvellement des garanties financières.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclarations GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Déclarations GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Point 9_Déclaration GIDAF Absence de déclaration des rejets aqueux sur le portail GIDAF (décembre 2021, janvier, février et mars 2022) - (C9)
Observations : Réponse VWR International du 5 avril 2022 : Les déclarations GIDAF seront renseignées semaine 16.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mezzanine

Référence réglementaire : Point 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié
Thème(s) : Risques accidentels, Mezzanine
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire fournit au préfet, en fonction de la nature des aménagements sollicités, soit une étude d'ingénierie incendie spécifique soit une étude technique précisant les mesures justifiant la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et permettant d'assurer, dans le respect des objectifs fixés à l'article 1, un niveau de sécurité au moins équivalent à celui résultant des prescriptions du présent arrêté, notamment en matière de risque incendie ».
Constats : Point n°10. Mezzanine. Absence de suites données aux conclusions de l'étude Ingénierie Sécurité Incendie (C10)
Observations : Les conclusions de l'étude de désenfumage du 9 juin 2021, portent sur les faits suivants : <ul style="list-style-type: none">- nécessité d'augmenter la surface d'amenée d'air de 2 m² au RDC (inférieure à la SUE ; 25,1 m²) ;- nécessité de renforcer la fréquence des exercices d'évacuation du personnel ;- supprimer la temporisation entre la détection de l'incendie et le déclenchement de l'alarme ;- renforcer du balisage de sécurité (tous les 10m) ;- mentionner dans le POI que les secours ne doivent pas intervenir dans la mezzanine (en périphérie seulement).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Gestion des incompatibilités chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des incompatibilités chimiques
Prescription contrôlée : Les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières et les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, sont stockées de façon à ne pas pouvoir entrer en contact, même accidentellement. Dans le cas de stockages en contenants d'un volume inférieur à 5 litres (cellule 1D8), le stockage dans une même cellule peut être effectué sous réserve que les règles de compatibilité de stockage des produits chimiques soient respectées et qu'une distance minimale de 5 mètres soit maintenue entre les matières chimiquement incompatibles.
Constats : Point n°11. Gestion des incompatibilités. Absence de gestion de l'incompatibilité des produits au rez-de-chaussée de la mezzanine, en situation accidentelle (C11)
Observations : La gestion des incompatibilités au rez-de-chaussée de la mezzanine, en phase accidentelle, n'est pas justifiée (de manière à ne pas modifier les hypothèses retenues dans le cadre de l'étude ISI). Si le stockage est géré via le logiciel pour traiter cette problématique, le stockage en cartons ne permet pas de gérer les incompatibilités en phase accidentelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Politique de prévention des accidents majeurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/04/2022, article L. 515-33
Thème(s) : Risques accidentels, PPAM
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs. Cette politique est conçue pour assurer un niveau élevé de protection de la santé publique et de l'environnement et est proportionnée aux risques d'accidents majeurs. Elle inclut les objectifs globaux et les principes d'action de l'exploitant, le rôle et l'organisation des responsables au sein de la direction, ainsi que l'engagement d'améliorer en permanence la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs.
Constats : Point 12. Politique de prévention des accidents majeurs_Veille réglementaire. Absence de justification de la tenue de la veille réglementaire définie par la politique de prévention des accidents majeurs (C12)
Observations : Cf. Annexe II.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation (SGS)
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu [...]
Constats : Point 13. Prévention des accidents majeurs. L'intérim du responsable « maintenance et travaux neuf » n'est pas formalisé (C13)
Observations : Cf. Annexe II du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Tâches critiques (SGS)
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. [...]
Constats : Point 14. Système de Gestion de la Sécurité. Les tâches critiques identifiées dans l'EDD ne font pas l'objet d'un suivi au travers du Système de Gestion de la Sécurité (C14)
Observations : Cf. Annexe II du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour du SGS
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Point 15. Système de Gestion de la Sécurité. Absence de mise à jour du SGS (C15)
Observations : Cf. annexe II du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Audit SGS
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité. L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.
Constats : Point 16. Système de Gestion de la Sécurité. Absence d'audit du Système de Gestion de la Sécurité en 2021 (C16)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Prescription contrôlée : [...]. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires
Constats : Point 17. Etat des stocks. Absence de tenue d'un état des stocks complet, y compris les matières combustibles non dangereuses dont les bennes déchets, les composants de construction de la plate-forme ou des matières combustibles ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées (C17)
Observations : Cf. annexe II du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant exerce une surveillance et des contrôles de la qualité des eaux souterraines du ou des aquifères permettant de détecter l'effet éventuel de ses activités ou de celles ayant été exercées dans le passé.
Constats : Point 18. Contrôle des eaux souterraines. Absence de justification de l'absence d'impact des activités sur le milieu (sol et eaux souterraines), le contrôle des eaux souterraines étant réalisé en octobre 2021 sur la base d'un piézomètre (C18)
Observations : Cf. annexe II du présent dossier.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet